



**Monsieur Jean-Victor CASTOR**

Député de la première circonscription de Guyane

Assemblée nationale

126 rue de l'Université 75355 Paris

[jean-victor.castor@assemblee-nationale.fr](mailto:jean-victor.castor@assemblee-nationale.fr)

Cayenne, le 18 mai 2025

**Lettre ouverte à M. François  
BAYROU, Premier Ministre**

**Objet :** *Retrait du projet de prison ultra-sécurisée en Guyane*

En tant que député de la Guyane, je tiens à exprimer ma plus vive opposition aux propos tenus par le ministre de la Justice Gérard Darmanin, qui décide sans aucune consultation des Guyanais, d'implanter sur notre territoire une prison dite "sécurisée" destinée à accueillir des narcotrafiquants et des islamistes radicaux.

**C'est inacceptable !**

Cette décision prise sans consulter les Guyanais, sans associer leurs représentants, et sans tenir compte de notre histoire, de nos réalités, ni de nos aspirations, s'inscrit dans une **tradition méprisante, coloniale et autoritaire**.

La Guyane qui porte encore les cicatrices du génocide amérindien, de la traite négrière, du bagne dans sa mémoire collective et sur son territoire de ce système carcéral colonial, ne peut devenir à nouveau le théâtre d'une politique pénitentiaire imposée depuis l'Hexagone.

Votre gouvernement ravive ici **une logique coloniale** que nous refusons avec force : celle qui fait de la Guyane un territoire d'exil, de relégation, un "dépotoir" carcéral pour transférer les problèmes hexagonaux.

Transformer, une fois encore, notre territoire en zone d'exil punitive pour des détenus jugés les plus dangereux de France relève d'une vision profondément colonialiste, déconnectée des réalités locales et des besoins réels de notre population.

Par ailleurs, elle prétend protéger qui comme citoyens en rapprochant des dirigeants de cartels de terroristes qui commencent même depuis quelques temps à opérer en Guyane. Ce projet mettrait de facto en grave danger les guyanais.

Cette décision ne répond à aucun besoin des Guyanais. Au contraire, elle acte et se sert de l'enclavement de la Guyane, elle renforce le sentiment d'abandon, de mépris, et d'injustice que nous connaissons depuis trop longtemps.

**Les priorités urgentes sont ailleurs** et non satisfaites depuis des décennies : la restitution totale des terres, la reconnaissance des autochtones, le désenclavement, l'émancipation statutaire, la sécurité des personnes et des biens, l'éradication de l'orpaillage illégal, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, la sécurité de nos communes, le développement économique durable, la valorisation de notre jeunesse et de notre diversité culturelle.

Ce que les Guyanais demandent, ce sont des moyens pour **vivre dignement**, pas la création de prisons ultra sécurisées décidées de Paris dans un contexte de lutte pour les présidentielles de 2027.

**La Guyane n'est pas une terre de relégation.** Elle n'est ni une solution de facilité pour un État en mal de réponses sécuritaires, ni un territoire vide de sens, bon à accueillir ce que la république française ne veut plus voir ailleurs.

Je vous demande d'arrêter immédiatement ce projet générateur de trouble à l'ordre public, et appelle solennellement au respect des Guyanais et à l'ouverture d'un dialogue sincère sur l'avenir de notre territoire.

**Les habitants de la Guyane exigent une politique juste, construite pour eux, et non contre eux.**

**Retirez ce projet !!!**

Jean-Victor CASTOR  
Député de la première circonscription  
De la Guyane

